

Papeete, le mardi 13 mars 2012

De la décolonisation de la Kanaky à la souveraineté Ma'ohi

Dans son projet pour l'outre mer, le candidat préféré des Français s'est bien plus longuement arrêté sur la situation de la Kanaky que sur celle de la Polynésie française. Pourtant le PS a signé une convention de partenariat et de soutien avec le Tavini Huiraatira, ce qui n'est pas le cas de nos voisins francophones du Pacifique. Il est important de s'y arrêter pour une bonne information des électeurs Polynésiens.

La Kanaky, ou Nouvelle Calédonie, revient de loin en effet. Là bas, le racisme avait cours, le mépris des autochtones s'affichait sans complexe. Dans les années 60, l'Etat RPR avait favorisé une campagne d'immigration blanche, des Français incités à se lancer dans une aventure pleine de promesses avec notamment la richesse du nickel qui poussait l'économie du pays.

Chez eux, les Kanaks restaient des exclus, même lorsqu'ils rentraient de métropole avec des diplômes et cela ne pouvait pas durer. Vols de bétails, incendies de petits établissements touristiques appartenant aux colons comme aux nouveaux arrivants se sont multipliés. La situation s'est rapidement dégradée avec morts d'hommes par armes à feu. Le pays était entrain de basculer dans une guerre civile de caractère raciste. La gauche au pouvoir a réussi à faire taire les armes et ouvrir le dialogue. Les leaders Jacques Lafleur et Jean Marie Tjibaou ont fait la paix et le Parti Socialiste a lancé les accords de Matignon puis ceux de Nouméa. En une vingtaine d'années ces accords ont permis à la population kanak de rattraper ses retards et de gérer ses affaires. Le super complexe industriel du nickel de la Province Nord géré par les responsables kanaks en partenariat avec un géant canadien est l'un des plus spectaculaires résultats. Cette réussite est celle des Kanaks et des Calédoniens grâce au PS.

C'est cette voie que veut ouvrir le Tavini Huiraatira à travers sa réinscription sur la liste des pays à décoloniser. Le suivi par l'ONU des accords de développement sur 15 ans voulus par la Polynésie française et validés par l'Etat est une garantie du bon déroulement du processus quelque soit le président de la République.

La Polynésie française a l'occasion d'offrir à la France une décolonisation réussie, dans la paix et un partenaire loyal dans la région Pacifique, car indépendance ne signifie pas rupture, mais nouveau partenariat dans la dignité. Voilà le vœu le plus cher que le Tavini Huiraatira souhaite voir s'accomplir. Il est à notre portée et n'exclut personne.

Car 2468